



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-17 du 28 avril 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Le Conseiller à la Sécurité nationale américain Jake Sullivan détaille l'agenda économique international de l'administration Biden
2. L'administration Biden sous la pression du Congrès et du secteur privé sur le volet numérique des négociations de l'IPEF
3. Les enjeux économiques au cœur de la visite d'État aux États-Unis du Président sud-coréen Yoon
4. Le Président Biden opposerait son veto à une proposition du Congrès relative aux droits de douane sur les importations de panneaux solaires

Climat – énergie – environnement

5. Les présidents Biden et Yoon réaffirment leurs coopérations énergétiques et minérales
6. L'administration Biden annonce de nouveaux investissements dans l'énergie solaire

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden ouvre un programme de subventions de 848 M\$ pour rendre les infrastructures de transport plus résistantes au changement climatique

Industrie

8. L'industrie des semi-conducteurs continue à ralentir
9. Le Département du Commerce publie les objectifs du National Semiconductor Technology Center

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. La pénurie d'eau dans le Sud-Ouest américain perdure malgré les chutes de neige record de cet hiver
11. L'USDA renforce ses exigences microbiologiques sur les produits panés farcis au poulet
12. Le Colorado autorise les agriculteurs à réparer eux-mêmes leur matériel

Numérique et innovation

13. Regain d'intérêt au Congrès américain pour la protection des mineurs face aux plateformes
14. Apple vs Epic : l'absence de monopole est confirmée par la décision d'appel
15. Les résultats des grandes entreprises du secteur du numérique dépassent les attentes du marché

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Conseiller à la Sécurité nationale américain Jake Sullivan détaille l'agenda économique international de l'administration Biden

Lors d'une [intervention](#) au think tank Brookings le 27 avril, le Conseiller à la Sécurité nationale américain Jake Sullivan a décrit les éléments de la stratégie économique américaine, autour de cinq objectifs principaux: (i) renforcement des capacités de production industrielle nationales; (ii) coopération avec les partenaires des États-Unis, notamment pour établir des chaînes de valeur résilientes, durables et justes; (iii) conclusion de partenariats économiques qui ne soient pas focalisés sur la réduction des droits de douanes mais adaptés aux nouveaux défis internationaux; (iv) investissements dans les économies émergentes et lutte contre la dette des pays en développement et (v) protection de la sécurité nationale.

J. Sullivan a réaffirmé le message, également porté par G. Raimondo fin 2022 [voir [Flash Accents du 2 décembre 2022](#)] et J. Yellen la semaine dernière [voir [Flash Accents du 21 avril 2023](#)], selon lequel les États-Unis ne cherchaient pas à « découpler » leur économie de celle de la Chine, en se référant à plusieurs reprises aux propos d'U. von der Leyen sur la stratégie européenne de « *derisking* ».

Comme il l'avait fait par le passé, notamment à l'occasion de la présentation de la Stratégie de sécurité nationale de l'administration Biden en octobre dernier [voir [Flash Accents du 14 octobre 2022](#)], le Conseiller à la Sécurité nationale a indiqué que les mesures destinées à protéger certaines technologies américaines d'usages étrangers hostiles, comme le contrôle des exportations et le filtrage des investissements, devaient être ciblées et viser seulement certaines technologies et certains pays (« *small yard, high fence* »). En particulier, J. Sullivan a expliqué que l'élaboration par l'administration d'un mécanisme de contrôle des investissements sortants, annoncée depuis plusieurs mois, prenait du temps en raison de la nécessité d'en définir de façon ciblée le périmètre.

2. L'administration Biden sous la pression du Congrès et du secteur privé sur le volet numérique des négociations de l'IPEF

La Chambre de Commerce américaine (*US Chamber*), l'un des plus importants lobby du secteur privé américain, a fait part le 17 avril, dans une [lettre](#) à la Directrice du Conseil économique national de la Maison-Blanche L. Brainard et au Conseiller à la sécurité nationale J. Sullivan, de ses préoccupations quant à l'influence qu'exerceraient l'autorité de la concurrence (*Federal Trade Commission*, FTC) et le

Département de la Justice (DoJ) américains sur les négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF) entre les États-Unis et 13 autres pays de la région. Selon la US Chamber, la FTC et le DoJ compromettraient les « *intérêts économiques américains en Asie* » en s'opposant à ce que l'USTR avance des propositions de textes dans le domaine de la concurrence et du commerce numérique dans le cadre des négociations de cet accord.

Parallèlement, plusieurs membres du Congrès s'inquiètent de la promotion par les géants du numérique (« *Big Techs* ») de leurs propres intérêts dans ces négociations. Dans une [lettre](#) adressée le 21 avril à la Représentante au Commerce (USTR) K. Tai et à la Secrétaire au Commerce G. Raimondo, sept sénateurs et représentants démocrates, dont la présidente de la Commission des affaires judiciaires du Sénat A. Klobuchar, ont appelé l'administration Biden à s'assurer que les dispositions sur l'économie numérique de l'IPEF promeuvent bien la concurrence et la protection des données personnelles. Selon ces membres du Congrès, « *les Big Techs veulent inclure [dans l'IPEF] une disposition excessivement large qui aiderait les grandes entreprises du numérique à se soustraire aux règles de concurrence* » en ouvrant la possibilité d'assimiler celles-ci à des « *barrières commerciales illégales* ». Interrogée au sujet de ces préoccupations du Congrès lors d'un entretien avec la presse le 26 avril, K. Tai a [souligné](#) l'engagement de l'administration en faveur d'une « *économie numérique inclusive* » dans le cadre des négociations de l'IPEF.

3. Les enjeux économiques au cœur de la visite d'État aux États-Unis du Président sud-coréen Yoon

À l'occasion du 70^e anniversaire de l'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud, le Président coréen Yoon Suk Yeol a rendu une visite officielle au Président Biden le 26 avril. Dans une [déclaration conjointe](#), les deux chefs d'État ont rappelé leur engagement commun en faveur d'un système commercial international « *inclusif, libre et juste* » et leur opposition à l'« *utilisation néfaste de l'influence économique, dont la coercition économique* ». Ils ont aussi affirmé la nécessité de réaliser des « *investissements ambitieux afin de construire des économies fondées sur l'énergie propre* » et à renforcer la « *sécurité économique* » de leurs pays, en annonçant notamment le lancement d'un Dialogue sur les technologies critiques et émergentes, dirigé par leurs conseillers à la sécurité nationale respectifs.

Une [fiche d'information](#) publiée par la Maison-Blanche à la suite de la visite d'État mentionne également la création de nouveaux groupes de travail entre la

Corée et les États-Unis sur les chaînes de valeur, visant à accroître leur coopération en matière de soutien au secteur des semiconducteurs et de contrôle des exportations. Il est aussi précisé que le gouvernement coréen investira 5,3 Md\$ au cours des cinq prochaines années dans le secteur des minéraux critiques et de la production de batteries aux États-Unis, dont l'administration Biden a fait un axe majeur de sa stratégie économique avec l'adoption de l'*Inflation Reduction Act*.

4. Le Président Biden opposerait son veto à une proposition du Congrès relative aux droits de douane sur les importations de panneaux solaires

Dans une [déclaration](#) publiée le 24 avril, la Maison-Blanche a indiqué que le Président Biden opposerait son veto en cas d'adoption par le Congrès d'une proposition visant à revenir sur la suspension pour deux ans, [décrétée](#) par l'administration en juin 2022, de toute imposition de droits de douane additionnels sur les importations de panneaux solaires en provenance d'Asie du Sud-Est. Cette décision était intervenue alors que le Département du Commerce américain mène actuellement une enquête sur le possible contournement, par des entreprises cambodgiennes, malaisiennes, thaïlandaises et vietnamiennes, des droits de douanes imposés par les États-Unis sur les importations de panneaux solaires en provenance de Chine. Les conclusions préliminaires du Département du Commerce ont déterminé, en décembre 2022, que quatre des huit entreprises suspectées de contournement étaient en effet engagées dans de telles activités, ouvrant ainsi la voie à la possible imposition de droits additionnels sur leurs exportations vers les États-Unis. Face au risque que ces mesures de défense commerciale viennent entraver à court terme l'objectif de l'administration Biden de « verdir » l'économie américaine, l'administration avait donc décidé d'adopter ce moratoire de deux ans, le temps que les États-Unis disposent de capacités de production nationale suffisantes en la matière, notamment avec l'adoption de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). La déclaration publiée le 24 avril souligne à cet égard qu'« *au vu des tendances fortes dans l'industrie solaire nationale, le Président n'a pas l'intention d'étendre la suspension des droits de douane [au-delà de la période prévue] en juin 2024* ».

Brèves

- L'USTR K. Tai a [annoncé](#) le 24 avril la résolution du différend sur le respect des droits des travailleurs de l'usine mexicaine Unique Fabricating, qui avait donné lieu, en mars, à l'activation par les États-

Unis du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada.

- L'USTR a [publié](#) le 26 avril son rapport annuel spécial en matière de propriété intellectuelle. Le rapport annonce notamment l'ajout de la Biélorussie et de la Bulgarie à la liste de surveillance (« *Watch List*») de l'USTR en raison de développements préoccupants pour le respect des droits de propriété intellectuelle dans ces deux pays. Le rapport réitère les inquiétudes des États-Unis s'agissant de l'insuffisante protection des droits de propriété intellectuelle en Chine et de la « *promotion agressive* » des indications géographiques par l'Union européenne.
- Le Sous-secrétaire du Trésor américain chargé du terrorisme et du renseignement financier B. Nelson s'est [rendu](#) en Europe du 16 au 22 avril afin de poursuivre les travaux de coordination avec les partenaires des États-Unis s'agissant de la lutte contre le contournement des sanctions imposées contre la Russie. B. Nelson s'est rendu à Bern, Zurich, Milan, Vienne et Berlin, où il a rencontré des officiels en charge de la mise en œuvre des sanctions et des représentants du secteur privé, dont des banques. La Secrétaire adjointe du Trésor E. Rosenberg et le Secrétaire adjoint au Commerce M. Axelrod se sont aussi [rendus](#) au Kazakhstan du 23 au 26 avril dans un objectif similaire. Ils y étaient accompagnés de l'Envoyé Spécial de l'Union européenne pour la mise en œuvre des sanctions D. O'Sullivan et du Directeur de la Division Sanctions du Ministère des affaires étrangères britannique D. Reed.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 24 avril quatre représentants des forces de l'ordre iraniennes et du corps des Gardiens de la révolution en raison de leur contribution à la répression violente des manifestations qui ont lieu dans le pays depuis septembre 2022, ainsi que le nouveau dirigeant du Conseil suprême sur le cyberspace iranien.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 24 avril trois ressortissants chinois, hong-kongais et sud-coréen en raison de leur soutien au financement du régime nord-coréen par le vol et le blanchiment de monnaies virtuelles. Le 25 avril, le Département du Trésor a également [annoncé](#) être parvenu à un accord avec l'entreprise britannique British American Tobacco pour le versement par celle-ci d'une amende de 508 M\$ du fait de ses activités de violation des sanctions imposées sur la Corée du Nord entre 2009 et 2016.

Climat - Énergie - Environnement

5. Les présidents Biden et Yoon réaffirment leurs coopérations énergétiques et minérales

Le 26 avril 2023, dans le cadre de la visite d'État du Président sud-coréen Yoon Suk Yeol (cf. *supra*), les présidents Biden et Yoon ont [indiqué](#) que les États-Unis et la République de Corée travaillaient ensemble à une coopération élargie pour les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques. Le gouvernement de la République de Corée a indiqué qu'il débloquera 5,3 Md\$ au cours des cinq prochaines années pour soutenir les investissements coréens dans le domaine des minéraux critiques et de la fabrication de batteries en Amérique du Nord.

En outre, les États-Unis et la République de Corée ont tenu une réunion au niveau ministériel dans le cadre du *Energy Policy Dialogue* (EPD) afin d'identifier les domaines prioritaires pour une collaboration continue sur la décarbonation.

6. L'administration Biden annonce de nouveaux investissements dans l'énergie solaire

Dans le cadre du programme *Investing in America* du président Biden, le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) cette semaine de nouveaux investissements dans l'énergie solaire, qui viennent soutenir l'objectif du président pour un réseau électrique 100 % propre d'ici 2035.

Les investissements annoncés concernent 82 M\$ pour des projets de recherche et développement, ainsi que des prêts à taux avantageux à hauteur de 3 Md\$ pour le projet Hestia de Sunnova Energy Corporation, qui vise à élargir l'accès à l'énergie solaire dans les communautés défavorisées.

Le DoE a également lancé les *2023 Sunny Awards for Equitable Community Solar*. Lors de la première édition des *Sunny Awards* en 2022, le DoE avait récompensé plus de 30 projets et programmes solaires communautaires dans tout le pays.

Brèves

- Au cours de leur rencontre le 20 avril, les Présidents Biden et Petro (Colombie) ont [exprimé](#) leur engagement commun dans la lutte contre le changement climatique. Ils se sont notamment engagés à travailler avec la communauté internationale pour mobiliser un financement climatique plus important pour la protection de l'Amazonie, après l'annonce de la Colombie de contribuer à hauteur de 200 M\$ au cours des vingt prochaines années. Les États-Unis sont le principal soutien de l'action climatique en Colombie, avec 87 M\$ de programmes environnementaux fournis au cours des deux dernières années.
- Le DoE a [annoncé](#) 13 Md\$ pour 11 projets destinés à soutenir les solutions de chauffage et de refroidissement géothermiques.
- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) un [projet](#) de stratégie nationale de prévention de la pollution plastique, avec pour objectif d'éliminer les rejets de plastiques et autres déchets dans l'environnement d'ici 2040.
- Le Gouverneur de Californie Newsom vient [d'annoncer](#) que l'objectif d'atteindre 1,5 millions de véhicules électriques (VE) neufs vendus en Californie a été être dépassé avec plus de 2 ans d'avance. L'objectif avait été fixé pour 2025 par l'ancien Gouverneur Brown en 2012. L'année dernière les VE ont représenté 21% des ventes, soit 40% des ventes de ce type de véhicules aux États-Unis. Pour rappel, la Californie a voté des crédits pour aider à l'achat de VE à hauteur de 9 Md\$ dont 2 Md\$ ont d'ores et déjà été décaissés, notamment sous la forme de crédit d'impôt.

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden ouvre un programme de subventions de 848 M\$ pour rendre les infrastructures de transport plus résistantes au changement climatique

Le 21 avril, la Federal Highway Administration (FHWA) du département des Transports des États-Unis a ouvert le premier cycle d'un [appel à projet](#) dans le cadre du programme PROTECT (Promoting Resilient

Operations for Transformative, Efficient, and Cost-saving Transportation), institué par le plan fédéral pour les infrastructures en 2022 et dont l'enveloppe totale est de 7,3 M\$ sur 5 ans.

En plus du financement fédéral déjà versé aux États, les collectivités de niveau subfédéral peuvent demander jusqu'à 848 M\$ de subventions pour des projets. Le programme a pour objectif de réduire les coûts d'entretien et de reconstruction à long terme en

rendant les infrastructures pérennes, tout en assurant la sécurité des passagers.

L'appel à projet accorde la priorité aux approches novatrices de réduction des risques liés au changement climatique, y compris des solutions fondées sur la nature, comme la restauration des zones humides, de dunes ou d'arbres d'ombrage. Dans un souci d'équité et de justice environnementale, les subventions seront distribuées en priorité dans les zones les plus vulnérables au danger. Le programme réserve d'ailleurs une enveloppe pour les communautés rurales et les tribus indiennes.

Brèves

- Suite à la visite d'État du Président sud-coréen aux États-Unis (cf. *supra*), la Maison-Blanche a [publié](#) une fiche d'information sur les investissements des entreprises coréennes aux États-Unis depuis le début de l'administration Biden. Par exemple, une usine de véhicules

électriques de Hyundai Motor Group, d'une valeur de 5,4 Md\$, est en cours de construction à Bryan (Géorgie), et créera 8 100 emplois. En outre, SK Innovation, société coréenne spécialisée dans le domaine de l'énergie, collabore avec Ford pour investir 11,4 M\$ dans 2 parcs de batteries électriques en construction à Glendale (Kentucky) et à Stanton (Tennessee).

- Un des syndicats de chauffeurs, le SEIU (Service Employees International Union), a annoncé qu'il avait saisi la Cour Suprême de l'État de Californie pour remettre en cause la décision d'appel du 13 mars 2023 qui avait largement confirmé la constitutionnalité de la Proposition 22, qui instaure en Californie un régime juridique spécifique pour les chauffeurs utilisant des applications de partages comme Uber et Lyft [voir [Flash Accents du 17 mars 2023](#)]. La même Cour Suprême avait déclaré le 3 février 2021 une première saisine directe irrecevable.

Industrie

8. L'industrie des semiconducteurs continue à ralentir

Les fabricants de semiconducteurs annoncent une poursuite du ralentissement du marché du fait de l'affaiblissement de la demande de composants automobiles et de la chute des ventes d'ordinateurs et de smartphones.

Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), le plus grand producteur de puces au monde, a revu à la baisse ses prévisions de reprise du marché, qui connaît son plus fort ralentissement depuis dix ans. Après avoir vu son chiffre d'affaires net augmenter de près de 43 % l'année dernière, TSMC anticipe désormais une diminution de son chiffre d'affaires de l'ordre de 10 % pour 2023. De même, la Semiconductor Industry Association (SIA) aux États-Unis rapporte que les ventes mondiales ont chuté de [20,7 %](#) en glissement annuel (g.a.) en février 2023.

Après l'explosion des ventes de produits électroniques et l'accumulation de stocks au sortir de la pandémie de Covid-19, la demande en provenance des secteurs automobiles et de l'équipement électronique personnel ralentit. À titre d'exemple, le marché du PC a enregistré une baisse de 30 % en g.a. au premier trimestre 2023, et les ventes de smartphones accumulent leur cinquième trimestre consécutif de baisse.

L'entreprise américaine Intel est particulièrement affectée par ce ralentissement. Elle a annoncé un chiffre d'affaires en baisse de 36 % en g.a. au premier trimestre 2023.

L'industrie microélectronique anticipe néanmoins un rebond des ventes entre le deuxième et le troisième trimestre 2023, soutenu par la demande en puces avancées nécessaires pour les puissances de calcul requise par l'intelligence artificielle.

9. Le Département du Commerce publie les objectifs du National Semiconductor Technology Center

Le 25 avril, le Département du Commerce (DoC), via le National Institute of Standards and Technology (NIST) a publié un [livre blanc](#) exposant sa vision et sa stratégie pour l'établissement du National Semiconductor Technology Center (NSTC), un élément clé du volet recherche et de développement (R&D) du programme CHIPS for America du CHIPS and Science Act.

Le NSTC y est défini comme un « ambitieux consortium public-privé » où les différents acteurs de l'industrie microélectronique se réuniront pour innover, se connecter et répondre aux défis du secteur.

Pour atteindre ces objectifs, le NSTC prendra en charge trois types d'activités. Concernant la R&D, le NSTC effectuera des programmes de recherche interne, mais attribuera aussi des subventions à des entités partenaires. En parallèle, le NSTC financera un fonds d'investissement pour aider les entreprises émergentes de semiconducteurs à mener leurs technologies vers la commercialisation.

En termes d'infrastructures, le NSTC mènera également des programmes de recherche interne, et s'appuiera sur un réseau de centres techniques affiliés répartis dans tout le pays et dotés de capacités de fabrication pour les prototypes et les essais pilotes. Les centres techniques seront spécialisés sur des « nœuds technologiques », tels que les sujets de design, de bioélectronique, de sécurité. La recherche du NSTC se concentrera principalement sur les innovations qui profiteront à l'industrie à

horizon 5 à 15 ans, en collaboration avec d'autres programmes et institutions fédérales.

Concernant les prochaines étapes de développement du NSTC, la Secrétaire au Commerce G. Raimondo a lancé un appel à candidatures pour constituer un comité de sélection, responsable de désigner le conseil d'administration du NSTC, lui-même responsable de désigner par la suite le Directeur du NSTC.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. La pénurie d'eau dans le Sud-Ouest américain perdure malgré les chutes de neige record de cet hiver

Cet hiver, des tempêtes de neige d'une rare intensité en Californie ont permis de [rétablir](#) les niveaux des réservoirs d'eau de l'État à 105 % du niveau moyen de référence. Cette situation exceptionnelle permet aux fournisseurs d'eau de procéder à des stockages des excédents.

[Westlands Water District](#), principale agence de l'eau de l'État, se tourne depuis quelques années vers la mise en place de systèmes d'injection d'eau résiduaire dans des puits. En effet, en raison de terrains peu perméables dans la zone gérée par cette agence, l'eau percole difficilement à travers l'argile jusqu'à l'aquifère profond, d'où les agriculteurs la puisent. Ce sont ainsi neuf puits d'injection qui seront achevés d'ici la fin de 2023. L'agence encourage également les agriculteurs à procéder eux-mêmes à des stockages selon la même technique et une vingtaine de puits d'injection ont déjà été établis par des propriétaires privés.

Cette situation exceptionnelle d'abondance ne résout pas le problème désormais structurel de pénurie d'eau dans le Sud-Ouest américain. La Californie est toujours en conflit avec les six autres États (Arizona, Nevada, Nouveau-Mexique, Colorado, Utah et Wyoming) du bassin du fleuve Colorado pour répartir les droits d'accès en cas de pénurie. L'agriculture est le principal utilisateur des eaux du Colorado et de ses affluents à raison de 90 % des prélèvements, utilisés pour les vergers, les grandes cultures (céréales, coton, luzerne) ainsi que pour le bétail.

Depuis vingt-trois ans, le fleuve Colorado est en état de sécheresse : ses débits ont diminué de 20 % à cause du réchauffement climatique et ce phénomène est voué à s'accroître. En 2022, la [commissaire du Bureau of Reclamation des États-Unis](#) a demandé aux sept États du bassin de trouver un moyen de réduire leur consommation de 25 Mdhl à 60 Mdhl, soit jusqu'à 30 % de l'eau qui leur est allouée. Alors que les six autres États sont parvenus à une [entente](#) sur des mesures de

réduction importante, la Californie n'a pas consenti à réduire sa part. La Californie, qui est le principal consommateur d'eau, tant pour ses habitants que pour ses agriculteurs, se retranche derrière ses [droits prioritaires](#) pour ne réduire que modestement ses prélèvements.

Le ministère de l'Intérieur a en conséquence [annoncé](#) une étude d'impact environnemental étudiant deux scénarios, dont un qui prend en compte la priorité d'accès à l'eau de la Californie et l'autre qui répartit plus équitablement la ressource en eau, avant de trancher le différend en cours.

11. L'USDA renforce ses exigences microbiologiques sur les produits panés farcis au poulet

L'agence de sécurité alimentaire (FSIS) de l'USDA propose de définir les salmonelles comme un critère d'altération (critère de sécurité) dans les produits panés farcis au poulet cru. Ainsi, au-delà d'un seuil de détection d'1 unité formatrice de colonie (UFC) de *Salmonella* par gramme, la viande sera considérée comme altérée. En conséquence, le lot concerné ne pourra pas être présenté à la vente en produit pané type cordon-bleu.

Les salmonelles sont naturellement présentes chez la volaille vivante et certaines souches sont pathogènes. Il est donc essentiel de bien cuire la viande de volaille à cœur pour les détruire.

Dans son [communiqué](#), l'USDA souligne le fait que les produits panés, dont l'apparence laisse penser qu'ils sont cuits, sont souvent insuffisamment cuits par les consommateurs qui s'exposent donc à un risque accru de salmonellose.

Les *Centers for Disease Control and Prevention* estiment que les bactéries *Salmonella* sont à l'origine d'environ 1,35 M d'infections et de 26 500 hospitalisations aux États-Unis chaque année. Plus de 23 % de ces infections sont attribuées à la consommation de volaille.

Cette décision marque un « premier pas significatif » dans la démarche réglementaire entreprise par le FSIS

pour réduire les infections à *Salmonella* liées aux produits de volaille, entamée en octobre 2022.

L'industrie de la viande de poulet juge cette disposition comme infondée et porteuse de risques pour la viabilité des entreprises du secteur, comme l'a exprimé le président du National Chicken Council, Mike Brown, dans sa [réponse](#) au FSIS.

12. Le Colorado autorise les agriculteurs à réparer eux-mêmes leur matériel

Après les États de New York et du Massachusetts, le Colorado adopte une [loi](#) permettant aux agriculteurs de s'affranchir de l'obligation de recourir aux seuls services de réparation des fabricants.

À compter du 1^{er} janvier 2024, le projet de loi exige qu'un fabricant fournisse les pièces, les logiciels intégrés, les outils ou de la documentation, tels que des manuels de diagnostic, d'entretien ou de

réparation, aux réparateurs indépendants et aux propriétaires de l'équipement agricole.

Les fabricants de matériel agricole et les concessionnaires agréés s'opposent à ce type de législation en arguant qu'elle pourrait nuire *in fine* aux agriculteurs, voire à l'environnement, en encourageant la modification des équipements.

En réalité, les réparations représentent un marché très lucratif pour les constructeurs, qui n'hésitent pas à utiliser des logiciels de verrouillage et d'autres outils pour empêcher les propriétaires de réparer leurs équipements ou de les confier à des ateliers de réparation indépendants.

Cette initiative de l'État du Colorado est la dernière illustration d'un conflit ancien entre les constructeurs et les utilisateurs de machines agricoles qui avait d'ailleurs donné lieu en janvier dernier à un protocole d'entente entre John Deere et le *Farm Bureau* [voir [Flash Accents du 20 janvier 2023](#)].

Numérique et innovation

13. Regain d'intérêt au Congrès américain pour la protection des mineurs face aux plateformes

Cette semaine, plusieurs projets de lois ont été déposés ou redéposés au Sénat, sur une base bipartisane, afin de mieux assurer la protection des mineurs face aux effets néfastes de l'usage des plateformes de média social.

D'une part, le 25 avril le [EARN IT Act](#) a été redéposé par les sénateurs Marsha Blackburn (R-Tenn.), Lindsey Graham (R-S.C.) et Richard Blumenthal (D-Conn.). Il pose le principe de la responsabilité des plateformes (aujourd'hui protégées par les dispositions de la section 230 du CDA), dans le cas où elles hébergent du matériel d'abus sexuels sur des enfants et ne parviennent pas à prouver qu'elles fournissent suffisamment d'effort pour réduire les contenus pédopornographiques en ligne. Ce projet est réintroduit pour le 3^e fois au Congrès sachant que, s'il n'a pas été soumis au vote en plénière, il a été adopté à chaque fois à l'unanimité par le Judiciary Committee du Sénat.

D'autre part, le 26 avril, le projet [Protecting Kids on Social Media Act](#), a été déposé par les sénateurs Brian Schatz (D-Hawaï), Tom Cotton (R-Ark) et Katie Britt (R-Ala). Ce projet ambitieux imposerait aux plateformes i/ une vérification rigoureuse de l'âge de l'utilisateur lors de l'ouverture du compte (avec la mise au point d'une méthode de vérification par l'administration qui serait optionnelle), ii/ un principe d'interdiction de leur usage par les moins de 13 ans, iii/ l'autorisation expresse des parents pour les ouvertures de comptes pour les mineurs

entre 13 et 17 ans et enfin, iv/ l'interdiction d'utiliser des algorithmes pour recommander des contenus à des mineurs.

Enfin, le sénateur Blumenthal a annoncé son intention de redéposer dans les tous prochains jours le projet [Kids Online Safety Act](#), qui imposerait l'introduction d'options en faveur des mineurs pour leur assurer une meilleure maîtrise (dont un opt out des recommandations algorithmiques) et un accès aux données des plateformes en faveur des chercheurs.

Ces propositions emboîtent le pas des récentes législations qui ont été adoptées par certains États, à l'instar de la Californie pour la vérification obligatoire de l'âge des utilisateurs, ou de l'Arkansas et de l'Utah pour le recueil exprès du consentement des parents pour l'ouverture d'un compte (l'Utah permettant en outre un accès des parents aux échanges et contenus de leur enfant).

14. Apple vs Epic : l'absence de monopole est confirmée par la décision d'appel

Les 3 juges de la Cour d'Appel du 9^e circuit d'appel ont rendu leur [décision](#) le 24 avril dans le contentieux qui oppose Apple à Epic Games depuis 2020. Par 2 voix contre 1, la décision confirme l'intégralité de la décision de la juge de première instance Yvonne Gonzalez (sauf sur les frais irrépétibles) c'est-à-dire le rejet de 9 des 10 demandes d'Epic. Alors que le contrat qui lie les développeurs d'applications, dont Epic pour son jeu à succès Fortnite, et Apple (developper program lincencing agreement ou DPLA), qui est en réalité un contrat d'adhésion, impose pour tout

paiement *in-app* de passer par ApplePay, Epic avait unilatéralement introduit une possibilité de faire de tels achats par un autre canal. Cette décision, visant à éviter le prélèvement de 30 % opéré par Apple, a provoqué, pour méconnaissance des stipulations contractuelles, l'exclusion de l'AppStore de Fortnite et par la même occasion le déclenchement de la voie contentieuse entre les deux entreprises. La Cour d'appel confirme que le contrat DPLA ne méconnaît pas les règles du droit de la concurrence issues du Sherman Act et qu'Apple n'est pas sur l'iOS détenteur d'un quelconque marché monopolistique. Il s'ensuit que les contraintes imposées par la marque à la Pomme pour l'ouverture de son système iOS aux développeurs tiers ne sont pas contraignantes aux règles de la concurrence de niveau fédéral. Ainsi, l'exclusion de Fortnite de l'AppStore pouvait être prise sur le fondement des stipulations contractuelles. Par contre, au regard de la loi Californienne (Unfair Competition law), Apple ne peut empêcher les développeurs d'app de proposer un lien pour procéder, hors d'ApplePay, à des paiements. Ce faisant, en confirmant également ce point du jugement initial, elle rejette l'appel incident d'Apple. Par la voix de sa porte-parole, Marni Goldberg, Apple s'est félicité de la décision qui conforte, une nouvelle fois, sa position tout en précisant analyser les suites juridiques à donner s'agissant du rejet de son appel incident. De son côté, Time Sweeney, le CEO d'Epic, dans un tweet a annoncé également réfléchir aux suites opportunes à donner à cette décision.

15. Les résultats des grandes entreprises du secteur du numérique dépassent les attentes du marché

Le cours des actions de Microsoft, Alphabet, Meta et Amazon se sont appréciés cette semaine à la faveur des résultats positifs de ces entreprises au cours du premier trimestre 2023.

Alphabet a ainsi annoncé un accroissement de ses recettes totales et un rebond de ses recettes publicitaires au T1 2023 (respectivement +3 % et +2 %) après deux trimestres jugés décevants par les analystes financiers. Les recettes des activités cloud sont également en forte hausse (+28 %) bien que Google reste loin derrière ses rivaux Microsoft et AWS sur ces segments. Microsoft a annoncé une croissance du chiffre d'affaires des prestations d'Azure (activités de cloud) de 31 % comparé à la même période de l'année dernière (+7 % sur l'ensemble des revenus du groupe), alors que les dirigeants de l'entreprise annonçaient lors d'un appel avec les analystes financiers entamer un nouveau cycle de croissance lié au déploiement des systèmes d'IA chez ses clients.

Meta a annoncé un rebond de son chiffre d'affaires (+3 % en comparaison avec le T1 2022), alors que le marché s'attendait à une légère contraction. L'entreprise a annoncé son intention de développer de nouvelles prestations s'appuyant sur des systèmes d'intelligence artificielle générative (outil de création visuelle sur Instagram; outils pour ajuster les campagnes de publicité à haute fréquence afin de contourner les difficultés liées à la collecte des données personnelles des utilisateurs). Amazon a déclaré des revenus en hausse de +9 % (en comparaison avec le premier trimestre 2022), tiré en partie par les activités de AWS (+16 %) et les recettes publicitaires (+21 %).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.